

## Copenhague 2009 Pour une solidarité écologique



**Régionales** ■ Gros plan sur les régions Franche-Comté et Poitou-Charentes

**Actualités** ■ Le Parti contre le Sida ■ **Tour de France du projet** ■ Étape à La Seyne-sur-Mer



**L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83**

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : [redaction@parti-socialiste.fr](mailto:redaction@parti-socialiste.fr)) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF: Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION: Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION: Elisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE: Patrick Decroix (78.92) et Florent Chagnon (77.16)
- PHOTO: Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT: Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ: Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT: Sabine Sebah (78-57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE: Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0114 P 11 223)
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

## agenda du parti

### ■ Lundi 7-mardi 8 décembre

Congrès du PSE à Prague.

### ■ Samedi 12 décembre

Convention nationale, ratification des listes aux régionales et présentation de la campagne. Parc des expositions-Tours.



**communes DE FRANCE**

**condorcet FORMATION**

**Annuaire des Elus Socialistes et Républicains, un outil de communication politique majeur.**




**Pour 90 € avec l'annuaire des élus socialistes et républicains, vous disposerez d'un outil de communication politique majeur regroupant plus de 25 000 contacts :**

Elus, Directeurs général des services, Directeurs de cabinet, Directeurs de la communication au sein des Mairies, des Communautés de Communes, des Conseils Généraux et des Conseils Régionaux.

Aussi le contact des parlementaires pour l'Assemblée Nationale, le Sénat et le Parlement Européen,

Et pour 20 € de plus par exemplaire commandé, bénéficiez de la consultation des données via un accès personnalisé sur notre portail internet.

En deux volumes sous boîtier, au format 240 x 165 mm en couleurs.

---



**Bon de commande pour l'Annuaire des Elus Socialistes et Républicains**

Collectivité : \_\_\_\_\_

Nom du donneur d'ordre : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

commande le nouvel annuaire des élus socialistes et républicains au prix de **90 € TTC** et pour **20 €** de plus par exemplaire commandé, bénéficiez de la consultation des données via un accès personnalisé sur notre portail internet.

Soit : ☐ exemplaire(s) x **90 € TTC** = ☐ **€ TTC**

Avec Consultation via internet **20 € TTC** = ☐ **€ TTC**

**Soit un total de :** ☐ **€ TTC**

A : \_\_\_\_\_ Signature et cachet : \_\_\_\_\_

à retourner accompagné de votre règlement (chèque ou mandat administratif) à :

**Communes de France - 8 bis, rue de Solférino - 75007 PARIS.**

Tél : 01 42 81 41 36 Contact : [p.reveaux@mde-communes-de-france.fr](mailto:p.reveaux@mde-communes-de-france.fr)

# Changer de paradigme



**Laurence Rossignol**  
secrétaire nationale à  
l'Environnement

Pour les 50 ans à venir, nous n'avons qu'une seule certitude: il fera plus chaud sur la planète. Tout l'enjeu, et c'est celui du sommet de Copenhague, est de savoir si nous parviendrons à contenir le réchauffement en deçà de 2 degrés. Jusqu'à 2 degrés, l'être humain peut s'adapter, mais au-delà, cela ne passera plus! Fonte de la calotte glaciaire, augmentation du niveau des mers et submersion de côtes ou d'îles. Ici, avant étaient les Landes et là, Montpellier, apprendront les écoliers dont les rythmes scolaires seront réorganisés selon un capricieux calendrier des tempêtes et des canicules.

Dans les régions déjà les plus pauvres du globe, la désertification, le manque d'eau et les typhons généreront des millions de déplacés climatiques. Dans un tel chaos, il est improbable que les démocraties progressent.

Face à un tel scénario, l'émotion est partagée et la volonté de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effets de serre semble consensuelle.

C'est déjà un progrès. À Kyoto, les Etats-Unis, bien que signataires, ont refusé de ratifier le protocole et de s'engager dans un tel processus. Cependant, comment allons nous y parvenir? L'objectif sera difficile à atteindre si nous ne changeons pas de paradigme. Le mode de production, de consommation et de répartition des richesses que nous connaissons actuellement, fondé sur le goût de l'enrichissement rapide et la dictature du court terme n'est pas compatible avec le respect des ressources naturelles, leur égal accès pour tous et le sens du long terme qu'exige le développement durable.

Voilà le défi que les socialistes doivent relever. Élaborer et promouvoir un nouveau modèle de développement économique, social et écologique. C'est le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle!

## ■ sommaire

### Dossier Copenhague 2009

Jean Jouzel, grand témoin p. 7 à 9

Les enjeux du sommet p. 10 à 13

L'engagement pour la planète de l'IS et du PSE p. 14 à 15

### Régionales

Focus sur la Franche-Comté et le Poitou-Charentes p. 16 à 23

### Tour de France du projet

Les débats de La Seyne-sur-Mer p. 24 à 25

### Histoire

Le chaud et le froid au cours du temps p. 26 à 27

**Le chiffre**

52 400 nouveaux demandeurs d'emploi sont venus grossir les rangs du Pôle emploi en octobre. Sur un an, cela constitue une hausse de 25% du nombre de chômeurs. « Les salariés victimes d'un licenciement économique bénéficiant d'un contrat de transition professionnelle ou d'une convention de reclassement personnalisée n'apparaissent pas dans ces chiffres puisqu'ils sont étrangement considérés comme « stagiaires de la formation professionnelle », rappelle le PS.

**52 400****Société****Pauvreté concentrée**

**L**e rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus), rendu public le 30 novembre, est accablant. Dans ces zones abritant 4,5 millions de Français, 44,3% des mineurs vivent en dessous du seuil de pauvreté. Et l'écart avec le reste du territoire est flagrant : 33,1 % des habitants des ZUS vivent en dessous du seuil de pauvreté (908 euros mensuels pour vivre) contre 12 % pour le reste du territoire.

**Territoires****Mauvaise foi**

**X**avier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, a assuré le 29 novembre que la droite n'augmenterait pas les impôts locaux dans les régions qu'elle aurait remportées, et ce pour la durée du mandat soit six ans.

Cette annonce démagogique est de « mauvaise foi », a souligné le PS. « Si la réforme des collectivités locales proposée par Nicolas Sarkozy passe,

doit-on rappeler qu'elles ne pourront plus faire évoluer leur taux d'imposition, a renchéri Benoît Hamon, porte-parole du PS. Si les impôts ont augmenté dans les collectivités locales ces dernières années, c'est en raison des transferts de charges opérés massivement par l'État. Le montant total des investissements des collectivités locales est deux fois supérieur au plan de relance de l'État. Sans les régions de gauche, la situation serait pire sur le plan économique ».

**Suisse****Un vote inquiétant**

**L**e 29 novembre, les Suisses étaient appelés à se pro-



noncer pour ou contre la construction de minarets dans leur pays. Une consultation inquiétante, voire consternante pour le Parti socialiste français. « Quand un gouvernement laisse les populistes faire campagne sur un tel sujet alors qu'en face les grands partis démocratiques n'apportent pas de réponse à la crise sociale, cette stratégie du bouc émissaire porte. Et il est regrettable de voir que le secrétaire général de l'UMP embraye sur ces positions considérant qu'on n'avait pas besoin de minarets pour pratiquer l'islam en France ».

**Tunisie****La répression se poursuit**

**L'**élection présidentielle passée, le pouvoir tunisien continue de chasser les opposants. Taoufik Ben Brik, journaliste, est l'un des derniers à en avoir fait les frais. Il vient d'être condamné à six mois de prison, après avoir couvert les élections pour les médias français. Ben Brik a été condamné sans procès et sans avoir pu rencontrer son avocat. Ces atteintes répétées aux droits de l'homme et à la liberté de la presse doivent cesser. Le PS « demande au gouvernement français une réaction plus ferme face à cette violation flagrante des libertés ».

*Page réalisée  
par Fanny Costes*



## Le PS se mobilise dans la lutte contre le Sida.

La maladie a fait 2 millions de victimes en 2008.  
Depuis l'apparition de la maladie, 25 millions de personnes  
sont mortes du Sida dans le monde.



# Copenhague 2009 : l'indispensable solidarité écologique

**Onze jours pour sauver la planète. Le sommet de Copenhague réunira du 7 au 18 décembre les chefs d'État et des experts du monde entier. L'enjeu est de taille, il s'agit de s'entendre sur une réduction partagée, différenciée et chiffrée des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. Diviser par trois ces émissions d'ici 2050 serait le meilleur compromis à trouver. Il permettrait de s'engager dans un nouveau modèle de développement, celui d'une société sobre en carbone.**



# « Nous devons forcément adopter un modèle de développement différent »

La plupart des décideurs politiques de la planète fait actuellement des discours sur le réchauffement climatique. Mais les mesures prises pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, principales responsables du réchauffement, sont très insuffisantes, selon **Jean Jouzel**, climatologue membre du GIEC <sup>(1)</sup>. Le sommet de Copenhague, du 7 au 18 décembre, soulève de nombreuses attentes. Sans propositions ambitieuses, les pays du sud compteront parmi les premières victimes du tout carbone.



## Comment définir l'urgence climatique ?

**Jean Jouzel** : Le diagnostic établi par la communauté scientifique est clair. Si nous continuons à émettre des gaz à effet de serre (GES) sans aucune contrainte, nous pour-

rions multiplier ces émissions par trois, d'ici à la fin du siècle. Nous irions alors vers un réchauffement climatique qui pourrait atteindre les 4 degrés en moyenne globale. Ce qui est considérable. Il semblerait que les scientifiques aient convaincu les décideurs politiques. Ils ont d'ailleurs signé, au sommet de Rio de Janeiro en 1992, la Convention climat qui stipule que tout doit être fait pour stabiliser l'effet de serre et donc notre climat.

Ce texte a été signé par tous les pays de la planète. Mais il ne dit pas à quel niveau il est raisonnable de fixer les limites d'émissions pour espérer s'adapter au réchauffement climatique. Aujourd'hui, les hommes et les femmes politiques savent que tout doit être fait pour que le réchauffement climatique n'excède pas 2 degrés par rapport au climat que nous avions il y a deux cents ans, soit 1,5 degrés par rapport au climat actuel.

Si on arrive à limiter dans cette optique, le réchauffement, en prenant des mesures, sur le plan industriel par exemple, il sera ensuite plus facile de vivre, même si d'autres questions importantes comme l'élévation du niveau de la mer resteront posées. C'est un vrai défi. Car les émissions de GES n'ont jamais autant augmenté que ces dix dernières années. Pour être en mesure de les

diviser par trois d'ici 2050, il faut qu'en 2020, au plus tard, le pic d'émissions soit derrière nous. Le sommet de Copenhague est donc essentiel : si dans la prochaine décennie, nous n'arrivons pas à maîtriser les émissions, le climat sera modifié avec des impacts plus ou moins graves sur l'environnement et les populations.

### ***Quel sera l'impact sur les pays en voie de développement ?***

**J.J. :** C'est presque un cas d'école dans la dynamique de développement durable : la question nord-sud est patente. Pour les pays du sud, le réchauffement climatique est un peu la double peine. Il existe un fossé considérable entre les émissions des pays développés et celles des pays en voie de développement, excepté pour les pays émergents comme la Chine.

Ce sont donc les pays les plus vulnérables qui subissent les premières conséquences des comportements des pays les plus riches. Sur le continent africain par exemple, les problèmes potentiels sont nombreux. L'Afrique se développe mal pour beaucoup de raisons, mais l'une d'entre elles est que de nombreuses régions africaines sont à la limite de leurs possibilités de développement en raison de leur climat peu propice. En Afrique sub-saharienne notamment, l'accès à l'eau est un vrai problème. Et en cas de réchauffement climatique de deux degrés et plus, il y aura encore moins de précipitations dans certaines régions.

Outre les émissions de GES, l'urgence climatique est aussi due aux inquiétudes provoquées par l'élévation du niveau de la mer. Et là encore, les pays du sud sont très vulnérables. C'est notamment le cas du Bangladesh, mais aussi des régions très peuplées d'Inde, du

Vietnam, de la Thaïlande, ou du delta du Nil, sans parler des petites îles. Les chiffres retenus par le GIEC, qui évoque 20 à 60 centimètres d'élévation, sont considérés comme conservateurs. Étant donné la fonte des glaciers en cours au Groënland en particulier, des scientifiques attirent l'attention sur la possibilité, qu'à la fin du siècle, l'élévation atteigne un mètre, voire plus. Une élévation de 40 centimètres provoquera la migration de plus de 200 millions d'habitants qui devront quitter l'endroit où ils vivent. Ce sont d'ailleurs des populations habitant des régions pauvres la plupart du temps. Dans ces considérations, le changement climatique a une véritable dimension nord-sud. C'est pourquoi la lutte contre la pauvreté et la lutte contre le réchauffement climatique doivent être menées en parallèle.

### ***La question nord-sud doit aussi être abordée concernant l'alimentation...***

**J.J. :** Selon les spécialistes de la question alimentaire, un réchauffement limité à deux degrés, modéré donc, n'affecterait pas trop la production agricole.

Certaines régions seraient amenées à perdre en productivité, d'autres au nord y gagneraient toutefois. Au-delà de deux degrés en revanche, on tire la sonnette d'alarme : les régions tropicales et équatoriales commenceraient à être affectées. Et au-dessus de trois degrés, nos régions pourraient également être touchées. Une vraie perte de productivité agricole serait alors envisageable à mesure que le réchauffement climatique serait important et rapide. D'ailleurs cette dimension fait partie intégrante des arguments pour limiter le réchauffement à deux degrés.

***Dans ce processus de lutte contre le réchauffement climatique, la Chine, et les États-Unis ont toujours montré beaucoup de retenue. Que pouvons-nous attendre d'eux aujourd'hui?***

**J.J. :** Ce sont les deux plus gros émetteurs de gaz à effet de serre. De quoi rêverait le climatologue ? Pour aller vers un réchauffement à moins de deux degrés, l'effort doit être différencié et partagé. Les pays développés doivent, d'ici 2020, diminuer leurs émissions de 25 à 40% par rapport à leur niveau de 1990. Les pays en voie de développement ou émergents doivent s'engager dans une diminution par rapport à leurs tendances actuelles, avec des développements compris entre 10 et 30% à l'horizon 2020. Aujourd'hui, on est loin du compte.

Même l'Europe, qui veut prendre un certain leadership sur ce sujet, n'a affiché qu'un but de moins 20%. Les États-Unis parlent de moins 20% mais ils se réfèrent à 2005 qui est à peine mieux que 1990.

C'est très insuffisant. Quant aux pays émergents, les avancées sont minimales. Rien de concret n'est sorti des discussions entre les présidents américain et chinois. La Chine a quelque peu évolué, en s'engageant à une amélioration de son intensité énergétique de l'ordre de 40%. Ce qui placerait leur pic de production avant 2030. On voit bien que c'est trop tard.

Si Copenhague devait se contenter des propositions qui sont actuellement sur la table, on irait probablement vers un doublement de la quantité de gaz carbonique émise dans l'atmosphère, et donc vers un réchauffement stabilisé plus proche de trois degrés.

***L'urgence climatique appelle donc un nouveau modèle de développement...***

Bien entendu. Nous devons forcément adopter un modèle de développement différent. Car aujourd'hui on demande non seulement de diviser par trois les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, mais encore de continuer par la suite dans le même sens. Les objectifs sur plusieurs décennies sont, en réalité, de diviser par dix les émissions par rapport à ce qu'elles seraient si aucun effort n'était réalisé.

Concernant le modèle de développement, je n'aime pas le terme de décroissance, je préfère celui de sociétés sobres en carbone. Techniquement c'est possible. C'est plutôt un problème d'inertie du système. La lenteur des investissements rend cette évolution difficile aujourd'hui. En France, une application correcte et rapide des recommandations du Grenelle de l'environnement, ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui, pourrait permettre d'aller vers moins 30% d'émissions de GES d'ici 2020. De telles évolutions pourraient relocaliser beaucoup d'emplois. Certains nous accusent de proposer un avenir limité aux populations. C'est la fin d'un développement basé sur le charbon bon marché oui, mais ce n'est pas la fin du développement.

***Propos recueillis  
par Fanny Costes***

<sup>(1)</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le GIEC a obtenu le prix Nobel de la Paix en 2007.

# Copenhague : des enjeux globaux

**L'ouverture du sommet de Copenhague le 7 décembre est un événement très attendu. Depuis l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en 2005, la question climatique n'a cessé de prendre de l'ampleur. Scientifiques et décideurs politiques s'accordent aujourd'hui sur la nécessité d'agir pour éviter un réchauffement climatique trop rapide, dangereux pour les hommes et leur environnement. Mais les enjeux de ce sommet sont tels qu'ils demandent l'implication de tous pour aller vers un monde plus sobre en carbone.**

■ 10

**D**ifficile de passer à côté des analyses et des discours sur l'urgence climatique ces derniers mois. Car le sommet de Copenhague (7-18 décembre) n'est pas seulement une réunion de chefs d'Etat et d'experts. Les décisions qui en sortiront devraient en effet engager l'ensemble des pays du globe dans une réduction chiffrée des émissions de gaz à effet de serre (GES), dont le carbone est l'un des principaux contributeurs. Pour les socialistes, l'enjeu de ce sommet réside dans la nécessaire transition vers une économie sobre en carbone devant le risque d'un réchauffement dévastateur. Les réformes à engager sont considérables : les politiques énergétiques, industrielles, urbaines et l'usage des sols doivent être modifiés en profondeur. Mais, alors que ce sommet climatique mondial doit apporter les réponses claires et rigoureuses pour engager un tel chan-

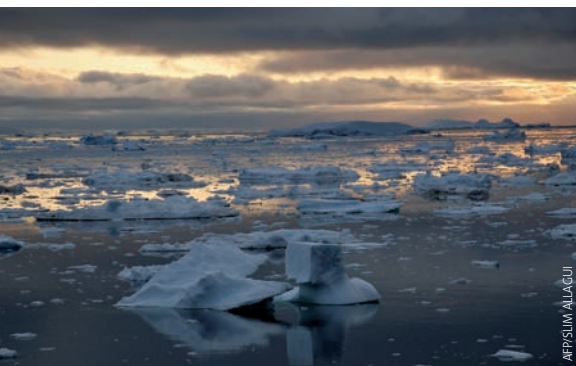
gement, il ne pourra être couronné de succès que si l'effort est global.

## Des réponses partagées mais différenciées

« La réponse au réchauffement climatique est nécessairement globale, mais les responsabilités vis-à-vis du problème, et les capacités pour y répondre sont différenciées », estime le PS. À cet égard, les pays en voie de développement (PVD) ne peuvent pas payer pour les plus gros émetteurs de GES situés, le plus souvent, dans l'hémisphère nord. Ils doivent pourtant, dès aujourd'hui, anticiper la réduction de leurs émissions. « Ils ont besoin pour cela d'un soutien financier et technologique pour ne pas prendre du retard sur leurs objectifs de développement », affirme le PS. Le nécessaire concours des pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud) se justifie au regard des évolutions actuelles. En effet, selon les perspectives, les pays développés ne seraient responsables que de 20% des émissions de GES à l'horizon 2050, pour que l'accord ait un impact, il s'agit donc d'intégrer les pays émergents dans la lutte.

## Établir un budget de transition équitable

Le coût du passage à une société sobre en carbone n'est pas à minimiser. Copenhague ne doit



AFP/SIM ALAQUI

pas faire l'impasse sur cette question, car les états et leurs représentants politiques ne l'oublieront pas au moment de mettre en place les mesures.

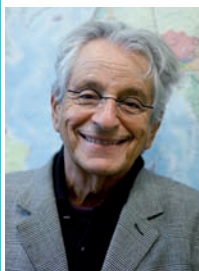
Il faut donc établir un budget carbone. Déjà évoqué, il inquiète encore une fois, les pays en voie de développement car il se doit d'être équitable. À l'heure actuelle, les pays développés sont responsables des trois quarts des GES émis depuis 1850. Pour le calcul, la base d'une limitation du réchauffement à 2 degrés est essentielle.

Pour aider, les pays en voie de développement, « il semblerait que la création d'un Fonds vert international (proposition mexicaine) fasse de plus en plus consensus », explique le PS. Fonds auquel tous les pays, exceptés les pays les moins avancés (PMA contribueraient en fonction de leur produit intérieur brut (PIB), de leurs émissions et de leur population.

La France soutient cette initiative, et pousse également pour la création d'une taxe internationale sur les transactions financières, sur les échanges de devises, sur les actions et obligations. Avec un taux de 0,01%, cette taxe pourrait dégager près de 20 milliards de dollars par an, estimation effectuée d'après le plan Borloo.

Mais des divisions persistent au sein de l'Union européenne sur le montant à apporter pour soutenir les PVD et la répartition par état membre. Selon la Commission européenne, les pays en voie de développement vont avoir besoin de 100 milliards d'euros par an d'ici 2020 s'ils veulent s'associer aux efforts de lutte contre les émissions de GES (atténuation et adaptation). Le rapport Stern, publié en 2006, estimait que si rien n'était fait pour lutter efficacement et rapidement contre le réchauffement, le coût global pourrait atteindre 5 500 milliards d'euros. Il est clair que plus les pays attendront, plus la facture s'alourdira.

## Fernando Gabeira Député fédéral de Rio de Janeiro (Parti vert-Brésil)



« C'est la première fois que nous avons l'opportunité de voir l'Histoire vécue comme une aventure commune. Évidemment je ne suis pas naïf, mais on peut surmonter les contradictions nord-sud. Le réchauffement climatique global pose de nombreux problèmes. C'est le cas pour la

région arctique par exemple, quand la Russie prône sa souveraineté sur la région. Pour le Darfour également, qui connaît une sécheresse dramatique en même temps qu'un grave conflit. Mais cela peut être l'occasion de donner une impulsion nouvelle au monde. Aujourd'hui, quand on pense développement durable, on peut penser aux emplois verts par exemple. Il s'agit en fait d'ouvrir de nouvelles opportunités dans une nouvelle société à bas niveau de carbone. La priorité est avant tout de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il y a, pour les pays, obligation de présenter des objectifs chiffrés. Mais il faut établir un budget précis pour y parvenir. En ce sens, il faut se demander comment aider les pays les plus pauvres à financer les technologies nécessaires pour mettre en place une société sobre en carbone. C'est un deuxième enjeu. Car des pays comme la Somalie ou Haïti ne sont pas responsables des émissions. Mais ils ont besoin de s'adapter pour un autre développement, durable celui-ci. Enfin, dans un pays comme le mien, le Brésil, la question de la déforestation se pose comme un enjeu majeur. Mais la situation est réversible, on le démontre depuis 2004. Nous avons réduit la déforestation à 4 000 km<sup>2</sup> par an pour, à l'avenir, tendre vers zéro. Mais là encore, le Brésil a besoin d'aide. Rappelons-nous que l'Amazonie est importante pour le monde entier. »

## Ousmane Tanor Dieng Secrétaire général du Parti socialiste sénégalais et vice-président de l'Internationale socialiste.



« L'Afrique doit dans un premier temps décider d'une position commune et concertée. Et au-delà du continent africain, les pays du sud doivent se consulter sur les questions qui les concernent au premier chef. Parallèlement, il faut une réduction forte des émissions de gaz à

effet de serre de la part des pays industrialisés. Ils sont quand même les principaux responsables de la situation actuelle. Entre l'Afrique et les pays industrialisés, la problématique est commune mais différenciée. L'Afrique doit faire un effort pour diminuer ses propres émissions, mais elle doit être aidée pour adapter son développement. Le transfert de technologies est nécessaire vers les pays en voie de développement, quand par ailleurs on prône l'utilisation d'énergies de substitution comme l'éolien ou le solaire. Actuellement l'Afrique n'a pas les moyens de financer cette adaptation à elle seule. Comme elle émet peu de GES, elle peut normalement attendre une aide, financière, de la part des pays les plus pollueurs, qui sont également les plus riches. C'est une question de volonté politique. La question environnementale, la question sociale, la question climatique, tout est lié. Les effets des émissions de GES ont des conséquences sur le niveau des mers, les écosystèmes, l'agriculture ou la santé. Une vision globale est indispensable, ainsi qu'une gestion commune du problème. Il faut que Copenhague aille plus loin que de simples déclarations généreuses et débouche sur des mesures fortes et précises ».

## Lutter contre la déforestation

La réduction des émissions passe également par la lutte contre la déforestation, les forêts constituant d'importants réservoirs de carbone (les arbres en croissance captent et stockent du CO<sub>2</sub>). Selon le Réseau action climat (RAC), 13 millions d'hectares de forêts disparaissent tous les ans (ce qui correspond à la taille de la Grèce, 96 % de la déforestation ayant lieu dans les régions tropicales), ce qui représente environ 20 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>.

La lutte contre la déforestation passe par une étude précise des déterminants de la déforestation, comme la conversion des forêts en plantations, l'expansion de l'élevage, les agro carbu-



AFP



APPEPETER PARKS

rants, l'exploitation forestière illégale, la filière bois énergie, etc.

« La forêt ne doit pas être réduite à son rôle de « réservoir de carbone », soulignent les socialistes français, la biodiversité, les services rendus par les écosystèmes, le droit des populations indigènes, doivent également être protégés ».

## Impliquer les États-Unis

La Chine est passée devant les États-Unis en termes de part sur le total mondial des émissions de GES. Néanmoins les États-Unis occupent la deuxième place en matière d'émissions de gaz à effet de serre. À ce titre, ils doivent impérativement faire partie du processus et accepter les contraintes partagées par les autres participants au sommet. « Le rôle de l'UE est clé », explique le PS. En faisant un geste, elle serait le déclencheur de l'implication de chacun. « Si la position sur le financement est claire, 100 milliards par an, dont 30 milliards venant de l'UE, les PVD pourraient sans doute faire un effort en acceptant, sinon des objectifs contraignants à

long terme, du moins un droit de regard. Ce qui forcerait alors les USA à prendre position. » Problème, l'UE n'accepte, pour le moment, que de mettre entre 2 et 15 milliards sur la table.

La position américaine a toutefois largement évolué. Alors que Bush avait refusé de signer le protocole de Kyoto, Barack Obama a annoncé vouloir se rendre à Copenhague et

proposer des objectifs chiffrés. Il évoque une baisse de 17% des émissions d'ici 2020 mais sur la base de 2005. Si ce chiffre est très en deçà de celui qui est avancé par les scientifiques. Ce premier pas pourrait toutefois faire de Copenhague un rendez-vous pour l'avenir de la planète.

*Pages réalisées par F.C*

## Le protocole de Kyoto

**R**atifié par 181 pays en janvier 2009 (à l'exception notable des États-Unis), ce premier traité international de lutte contre les changements climatiques est entré en vigueur en 2005. Il prévoyait une réduction des quantités de gaz à effet de serre émises par les pays industrialisés d'au moins 5,2 % d'ici à 2012, par rapport à 1990. Le traité de Kyoto arrive à expiration fin 2012. Le nouvel accord international devrait concerner la période 2013-2017, avec des précisions jusqu'en 2050.

# Pour une société mondiale durable

**Les socialistes n'ont pas attendu le sommet de Copenhague pour réfléchir aux défis environnementaux que l'ensemble des pays du monde doivent aujourd'hui relever. Au sein de l'Internationale socialiste, ils ont dégagé des propositions en vue d'élaborer une vision social-démocrate commune de la société de demain.**

Créée en 2007, la Commission de l'Internationale socialiste pour une société mondiale durable a réuni des acteurs socialistes de tous les continents, des personnes issues du monde scientifique ou de la société civile. Le constat est clair. « Le réchauffement climatique est un fait indiscutable, a rappelé Gordon Brown en novembre 2007 lors de la première réunion de la Commission à Londres. L'impact de l'activité humaine sur l'état de détérioration de l'atmosphère terrestre est également indéniable ». Les solutions à mettre en œuvre doivent être partagées. Dès le départ, l'Internationale a opté pour des propositions en accord avec sa pensée politique : envisager les efforts à fournir à l'échelle du globe les plus équitables possibles. Pas question donc d'empêcher le développement de pays déjà handicapés par des conditions climatiques mauvaises et des niveaux de vie extrêmement bas.

## Taxer ... Mais pas seulement

Dans son rapport de septembre 2009, la commission de l'Internationale socialiste donne des pistes pour passer d'une économie à haute teneur en carbone vers une société à faible teneur en carbone. Pour elle, « L'enjeu principal est de mettre en place une politique énergétique mondiale. Mettre un prix approprié sur les émissions de carbone, et garantir son paiement est fondamental ». Dans ce cadre, des taxes carbone doivent être envisagées. Les bourses d'échanges d'émissions, mises en place en Europe notamment, n'ont pas montré leur efficacité. Il faut prévoir les prix de l'énergie mais aussi stimuler l'émergence d'une « technologie d'énergie propre ». « Les revenus des taxes carbone pourraient être reversés au public à travers des dividendes ou taxes progressives pour protéger les foyers pauvres et aider les familles à utiliser moins d'énergie. Les pays en développement qui optent pour la taxe pourraient recevoir un pourcentage des revenus de la taxe carbone des pays développés ».

Dans le rapport, les membres de la commission écrivent qu'une approche sectorielle pourrait permettre d'être plus efficace et d'élaborer de démarches plus proactives. Ils ne manquent pas de souligner que la lourdeur des dispositifs à mettre en œuvre ne peut être assumée qu'avec le concours des gouvernements et du secteur public. Car répondre aux défis environnementaux c'est aussi répondre aux défis sociaux et économiques, en inventant un développement différent, plus sobre et plus juste.



**Jean Jouzel, Philippe Martin, Ousmane Tanor Dieng, Sandrine Mathy et Martine Aubry entourent le globe terrestre de glace réalisé à l'occasion du BN extraordinaire du 1<sup>er</sup> décembre, sur Copenhague.**

**Fanny Costes**

# Une politique européenne ambitieuse et autonome

**Le Parti socialiste européen (PSE) a également apporté sa contribution pour engager une lutte efficace contre le réchauffement climatique. Pour lui, les actions futures de l'Union européenne doivent répondre à trois priorités : une politique de développement indépendante, un financement pour s'adapter au changement climatique, et la mise en œuvre d'une action cohérente pour lutter contre la pauvreté.**

Réunis en marge du Conseil des affaires générales et des relations extérieures le 17 novembre, les ministres du PSE chargés du développement et de la coopération ont souligné la nécessité de promouvoir, à l'occasion du sommet de Copenhague, un réel développement durable en agissant à la fois sur l'enjeu climatique et sur la question humaine. Le PSE estime que trois priorités se dégagent pour que l'Union joue pleinement son rôle, dans un monde globalisé où les situations requièrent des réponses communes:

- Garantir l'autonomie de l'UE, dans le cadre d'un « service unique pour le développement au sein de la Commission, sous la tutelle d'un commissaire chargé de la coopération au développement et des affaires humanitaires ». Le PSE rappelle à ce titre que le traité de Lisbonne a identifié la politique de coopération et de développement comme une compétence propre et indépendante de l'UE.

- Un financement indépendant pour les efforts d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Ce financement doit « venir s'ajouter aux fonds destinés à l'aide publique au développement (APD) ». La déclaration souligne également que la Conférence sur le changement climatique de l'ONU à Copenhague doit « arrêter un plan à long terme pour un nouveau régime environnemental qui s'appliquera à la planète dans son ensemble ».

Pour financer les réductions d'émissions au niveau international, les ministres socialistes



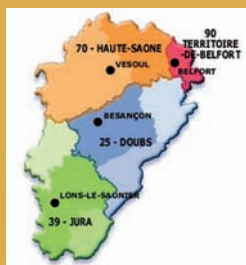
de l'UE ont proposé d'explorer des mécanismes financiers innovateurs, comme les impôts sur les transactions financières et l'utilisation de droits de tirage spéciaux (panier de devises du FMI). Entre-temps, l'impact de la crise économique sur les pays en développement exige des pays industrialisés qu'ils maintiennent leurs engagements en matière d'aide publique au développement (APD) sans en changer les règles, sous peine de se détourner de l'objectif premier visant à éradiquer la pauvreté.

- L'importance d'une cohérence et d'une coordination politique dans tous les domaines susceptibles d'avoir un impact sur les pays en développement. Toutes les politiques doivent rester cohérentes par rapport à la politique de développement et par rapport à ses objectifs.



**Les régionales sont le prochain enjeu la vague rose de 2004 qui avait permis Une carte recolorée de rose. Comment Quelles ont été les grandes initiatives Nouvelles étapes dans ce tour des régions :**

## CONSEIL RÉGIONAL FRANCHE-COMTÉ



**Superficie : 16 202 km<sup>2</sup>**  
**Départements :**  
**Doubs (25), Jura (39), Haute-Saône (70), Territoire de Belfort (90)**

**Population : 1 145 900 habitants**  
**Densité : 71 hab./km<sup>2</sup>**

### Budget 2009

**510 millions d'euros**

◆ **Éducation, formation, apprentissage : 37%**

◆ **Transports et développement durable : 25,7%**

◆ **Développement économique : 9,8%**

# FRANCHE-COM L'AFFIRMATION

**D**epuis la première élection du Conseil régional au suffrage universel en 1986, la Franche-Comté n'avait été dirigée que par des présidents de droite. En 2004, les Francs-comtois se sont reconnus dans la démarche de changement que leur proposaient les socialistes. Six ans plus tard, sous l'impulsion de Raymond Forni, puis de Marie-Guite Dufay, la Franche-Comté a bel et bien changé.

Rapprocher le Conseil régional des Francs-comtois, réveiller cette « belle endormie » qu'était alors la Franche-Comté et en révéler tous les talents étaient les objectifs majeurs fixés pour le mandat 2004-2010. Un mandat pendant lequel il a fallu préparer l'arrivée de la ligne à grande vitesse (LGV)

Rhin-Rhône et boucler, en particulier, le financement de la première tranche du projet. Raymond Forni, puis Marie-Guite Dufay s'y sont impliqués pleinement. « 200 millions d'euros, c'est une contribution considérable pour une collectivité de notre taille, indique Marie-Guite Dufay, qui briguera un nouveau mandat en 2010, mais cet effort consenti par le Conseil régional est à la hauteur de l'enjeu d'avenir que la LGV Rhin-Rhône représente tant pour notre territoire, que pour les déplacements nord-sud à l'échelle européenne. Elle a aussi été une formidable opportunité pour l'emploi puisque nous avons travaillé avec la SNCF pour que plus de 1 200 personnes éloignées du travail puissent en bénéficier ». Le chantier de la LGV est maintenant une réalité en Franche-Comté. Parallèlement, un travail important est mené avec les autres collectivités régionales pour anticiper et

**électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises. ces régions ont-elles évolué en six ans de présidence socialiste ? sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ? Franche-Comté et Poitou-Charentes.**

# TÉ : PAR L'ACTION



accompagner les conséquences sur le monde économique de l'arrivée de cette infrastructure.

## Priorités

L'action du Conseil régional dans les transports s'est aussi traduite par un engagement sans précédent dans l'efficacité du réseau TER. Une gamme de tarifications très attractive a été mise en place avec un effort particulier pour les étudiants et les personnes ayant de faibles ressources. La rénovation accrue des rames de TER et un cadencement adapté aux besoins ont permis d'augmenter de manière importante la fréquentation des TER en Franche-Comté et de réduire les charges de déplacement pour ceux qui les utilisent.

Les politiques d'éducation et de formation ont également été des priorités fortes du mandat. La Région a assumé

pleinement son rôle dans l'entretien et l'équipement des établissements. Elle a également su élargir son action pour se rapprocher des préoccupations des familles et alléger les coûts qui pèsent sur elles. Ainsi, la gratuité des manuels scolaires a été mise en place pour les lycéens concernés de Franche-Comté. Les familles des jeunes fréquentant les lycées professionnels et les CFA n'ont pas été oubliées avec la gratuité du premier équipement et de la première tenue. La Région a également choisi d'aider les familles les plus en difficulté en période de crise : elle a ainsi financé un fond social pour les cantines.

« Le rôle fondamental d'une Région, insiste Marie-Guite Dufay, c'est de préparer l'avenir. Cela passe évidemment par la meilleure formation possible pour les jeunes Francs-comtois, mais aussi par un soutien accru à notre uni-

## Emploi

### Consolidation

Le dispositif Tremplin Solidarités a été mis en place par le Conseil régional pour soutenir l'emploi des plus fragiles et les emplois de services. En 2009, il a permis de consolider plus de 1 400 postes de travail dans les domaines de l'aide à domicile des personnes âgées et handicapées et de l'insertion par l'activité économique. Outre le soutien à des emplois de services souvent indispensables, ce dispositif était accompagné de clauses sociales qui ont permis d'accroître la professionnalisation des salariés embauchés sur ces emplois et de réduire les temps partiels. « Les emplois tremplins solidarité ont été un réel atout pour la réduction de la précarité de l'emploi dans le secteur de l'aide à domicile » précise Marie-Guite Dufay. En parallèle, la Région a rempli l'objectif fixé dans le projet pour 2004 : financer 1 000 emplois tremplins dans le secteur associatif.



Les  
régions  
qu'on  
aime

versité et à l'émergence d'activités économiques innovantes». Le Conseil régional a donc pris une place croissante aux côtés de son université pour en accompagner les projets, pour améliorer la vie étudiante et l'accès à des thèses financées, mais aussi pour anticiper l'université de demain.

Dans le domaine économique, toutes les aides aux entreprises ont été refondues et réorientées pour les aider à accroître leur potentiel d'innovation. La Franche-Comté est de plus engagée dans quatre pôles de compétitivité dans les

domaines des microtechniques, du véhicule du futur, de la plasturgie et de l'agroalimentaire. Tous ces pôles sont activement soutenus *via* le fonds régional d'aide à l'innovation. Enfin, le Conseil régional a décidé d'assumer la maîtrise d'ouvrage d'un grand laboratoire public dans les domaines des microtechniques et nanotechnologies pour en accélérer sa réalisation. Ce laboratoire sera à terme le plus grand de la région.

« Innovante, responsable et humaine, telles sont les valeurs que je souhaite pour



Marie-Guite Dufay



## Culture

### DU MONDE SUR LES BANCS PUBLICS

Chaque été depuis 2005, les Franch-comtois sont invités à découvrir la nouvelle programmation du festival Bances Publics, totalement gratuit, initié et financé par le Conseil régional. Pendant quinze jours, le patrimoine franc-comtois est l'objet de tous les regards et devient scène de spectacles. En 2009, plus de 21 000 places ont été offertes aux Franch-comtois sur des sites couvrant l'ensemble du territoire régional. « Outre l'aspect festif qui convient bien à la période estivale, la force de Bances-Publics, indique Marie-Guite Dufay, est qu'il est, pour plus de la moitié des spectateurs qui s'y rendent, le seul spectacle vivant que certains pourront aller voir pendant l'année... Ce festival joue donc bien un rôle social réel en amplifiant l'accessibilité à la culture pour tous. »

construire la Franche-Comté de demain et poursuivre sur la voie ouverte depuis 2004 », indique Marie-Guite Dufay, comme sens de son engagement futur pour sa région.



## Environnement

### Effacer les empreintes

Plan basse énergie, Agenda 21, circuits courts dans les lycées, politique de transport orientée vers une plus grande utilisation de moyens respectueux de l'environnement, développement de la production d'énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermie, bois...) Beaucoup de projets ont été lancés depuis 2004 pour contribuer à une meilleure prise en compte de l'impact environnemental des activités humaines. « Si nous ne faisons rien, notre modèle actuel de développement nous conduit droit dans le mur, souligne Marie-Guite Dufay. Il y a urgence à construire une société plus responsable à tous points de vue : économiquement, socialement, et au niveau environnemental. Sur ce dernier point, je pense que la priorité est de réduire notre empreinte environnementale : la voie des économies d'énergies me semble une des solutions à explorer... ». Ainsi, depuis 2009, les politiques régionales mettent l'accent sur l'incitation aux économies d'énergie. Le programme EFFILOGIS permet d'aider les particuliers, mais aussi les petites collectivités locales et les bailleurs sociaux, dans les études et les travaux permettant de rendre l'habitat conforme au label de Bâtiment à Basse Consommation d'Energie. Parallèlement, un Pôle Energie a été créé. Il aura pour vocation de sensibiliser les acteurs de terrain, de développer la formation, de conseiller les professionnels, de valoriser les métiers et les bonnes pratiques, d'accompagner l'innovation et de développer de nouveaux métiers pour renforcer l'emploi et la qualification dans le secteur du bâtiment.

19

## Formation

### ACTION PRÉVENTIVE

La crise économique et sociale a fragilisé le tissu industriel du territoire franc-comtois. Pour Marie-Guite Dufay, il était important que les politiques menées soient réactives : « Nous avons amplifié notre soutien économique et notre investissement : en 2009, l'intervention du Conseil régional dans l'économie Comtoise a été sans précédent. J'ai également souhaité qu'un effort spécifique soit fait pour aider les Francs-comtois qui souffrent le plus de la crise, et en particulier les salariés menacés dans les entreprises en difficulté en utilisant le levier de la formation professionnelle ». À l'initiative de la Région, un protocole (associant le MEDEF, la CGPME, la CFDT, la CFTC, l'UPA, la CGT, FO, la Région et l'État) a ainsi été signé pour ouvrir des possibilités nouvelles d'expérimentations dans les entreprises permettant à celles-ci de former leurs salariés pendant les périodes de chômage partiel en garantissant un maintien maximal du salaire. Au total, plus de 12 000 salariés francs-comtois dans près de soixante dix entreprises ont bénéficié de ce dispositif innovant.



# POITOU-CHARE

# SOCIALEMENT

## CONSEIL RÉGIONAL POITOU-CHARENTES



**Superficie : 25 809 km<sup>2</sup>**  
**Départements :**  
**Charente (16), Charente-Maritime**  
**(17), Deux-Sèvres (79), Vienne (86)**

**Population : 1 743 000 habitants**  
**Densité : 67,53 hab./km<sup>2</sup>**

### Budget 2009

**685 millions d'euros**

- ◆ **Éducation, formation, apprentissage : 46,63%**
- ◆ **Transports et développement durable : 15,30%**
- ◆ **Développement économique et emploi : 9,09%**

**L**a victoire de la gauche en Poitou-Charentes a eu, en 2004, une valeur hautement symbolique. Ségolène Royal et son équipe ont « pris » la région à une droite dont la tête de liste n'était autre qu'un Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin. Bernard Grasset, vice-président aux finances, et Jean-François Macaire, vice-président à l'économie, reviennent sur le nouveau visage, « social et vert », de ce territoire.

Vice-président à l'économie, Jean-François Macaire tient à valoriser le mandat et le travail de son équipe. Dans « Une révolution silencieuse », le livre qu'il a écrit sur l'aventure du mandat socialiste en Poitou-Charentes, il explique la profondeur des réformes mises en place.

### Vert et solidaire

Les projets menés se sont concentrés sur deux axes, l'excellence environnementale et

la prise en compte des besoins des moins aisés. Du vert et du social donc, pour une société solidaire et consciente des défis économiques du développement durable.

Aujourd'hui, plus de 600 entreprises de la région ont adhéré au pôle des « éco-industries ».

C'est donc une véritable force verte économique qui se met en place. Pour une région qui, il y a encore quelques années, ne transformait pratiquement pas ses productions et se concentrait majoritairement sur des exploitations traditionnelles, agricoles et métallurgiques, la mue est remarquable. Il en est de même avec le secteur des transports. Là encore, l'excellence environnementale a guidé le choix politique. Avec la voiture verte, mais aussi avec le développement du rail, via les TER.

Cette politique « verte » est à mettre en perspective avec la volonté de rompre avec les orientations budgétaires passées. Pour Jean-François Macaire, la région était victime d'une gestion « clientéliste ». « Remettre à plat l'ensemble

# NTES : DURABLE

des dépenses nous a permis de donner un accès prioritaire aux ressources du Conseil régional pour les personnes les plus faibles. Faire ainsi que chaque euro dépensé soit un euro utile » affirme l'élu, reprenant un argument de la candidate socialiste à l'élection présidentielle de 2007. Ainsi, que ce soit par la gratuité des livres scolaires, par la multiplication des postes d'éducateurs ou, par la valorisation de l'insertion des jeunes, la Région est devenue un acteur influent dans l'aide aux familles. Il en est d'ailleurs de même concernant la bourse régionale à l'enseignement supérieur.

## Identité

« Le Poitou-Charentes est enfin considéré comme une entité, et non comme une machine à distribuer des subventions ». Bernard Grasset, en charge des finances à la Région, ne cache pas sa fierté, après cinq années de socialisme au Conseil régional. « Il est évident que notre action tient à la personnalité de la Présidente, mais il serait bien naïf de ne croire qu'à ça. Nous avons avancé sur tous les ter-

.../...

*SimpliCity, la voiture électrique d'Eco & Mobilité*



## Automobile

### Rouler au vert

31 janvier 2008, à Angoulême chez l'équipementier automobile Saft, Ségolène Royal lance le défi de développer dans la région un véhicule électrique grand public, écologique et à bas coût, afin de soutenir une filière automobile en crise et demande que le prototype soit exposé au salon de l'automobile à l'automne 2008. Trois entreprises, parmi les douze candidates, sont retenues à l'issue d'un appel à projet: Heuliez, Eco et Mobilité et Diedre Design.

Le véhicule à énergie électrique propre et à bas coût s'inscrit dans l'engagement régional visant à respecter le protocole de Kyoto et, par conséquent, à réduire sur le territoire de Poitou-Charentes les émissions de gaz à effets de serre de 800 000 tonnes d'ici 2010. Il s'agit pour la Région d'accompagner l'innovation et le développement de modes de production économes et respectueux de l'environnement, tout en étant durables et compétitifs. Il s'agit également, grâce à une consommation en énergie dix fois moindre et à son coût, d'aider les ménages en difficulté notamment face à l'augmentation du prix des carburants. En novembre 2009, Eco et mobilité lance la mise en production d'une partie des véhicules dans ses ateliers, à Chauvigny (Vienne). Il s'agit des modèles Simplicity et Simply-up. Heuliez New World lancera, dès 2010, la production à échelle industrielle de la SymplyCity, développée par Eco et Mobilité, ainsi que la Friendly qu'elle a elle-même développée.

Les  
régions  
qu'on  
aime

rains. Les Picto-charentais ressentent aujourd'hui le fruit de ce travail dans leur vie quotidienne » ajoute l'élu, particulièrement loquace sur les 7 500 b o u r s e s « désir d'entreprendre ».

Celles-ci ont en effet permis la création de commerces ou d'en-

treprises qui ne connaissent pas, ou peu, la crise. Un taux d'échec inférieur à la moyenne dont la région peut se féliciter grâce à un suivi personnalisé efficace. Dans sa ville, à Rochefort, Bernard Grasset prend deux exemples, celui d'un caviste et d'un petit restaurant qui connaissent, tous deux, une croissance honnête en ces temps difficiles. La région Poitou-Charentes a



## Formation

### CONTRE LES ACCIDENTS DE PARCOURS

Créée en septembre 2008, cette mesure permet de sécuriser les parcours professionnels des salariés licenciés qui s'engagent dans un parcours de formation qualifiante. La Région s'engage à compléter leur niveau de revenu pour atteindre 90 % de leur salaire net antérieur.

Les objectifs du Contrat régional de sécurisation des parcours professionnels seront de sécuriser les carrières des salariés licenciés pour motif économique afin d'éviter les conséquences négatives de ces accidents de parcours.

Il s'agira également de renforcer les modalités d'accompagnement des salariés licenciés en mobilisant toutes les ressources nécessaires : formation, conseil professionnel, démarche de VAE, stages en entreprise... En leur garantissant la pérennité de leurs revenus jusqu'à l'obtention d'une qualification reconnue sur le marché du travail. Les salariés licenciés sont encouragés à engager immédiatement les démarches nécessaires à leur reconversion professionnelle en leur proposant de signer le Contrat dans les trois mois suivant le point de départ de leur indemnisation par l'Assedic au titre de l'assurance-chômage. Le Contrat limitera au maximum l'impact social des licenciements tout en cherchant à réduire les tensions sur le marché du travail en accompagnant les salariés en reconversion vers les secteurs professionnels porteurs d'emploi.

Ce dispositif régional a notamment servi pour la Camif, l'entreprise KPI à Rochefort ainsi que l'entreprise Heuliez. Pour cette dernière, le Contrat Régional de Sécurisation des Parcours Professionnels a permis de placer 220 salariés en formation avec un salaire, dans l'attente que le véhicule électrique régional monte en puissance.

ainsi matérialisé le symbole de la victoire face à la droite en actes concrets.



Ségolène Royal,  
candidate à  
sa propre  
succession  
en 2010



## Adolescence

### FIN DE L'ANGOISSE

La Région Poitou-Charentes a décidé de mettre en place le Pass'contraception destiné aux jeunes lycéennes. Ce dispositif comprend un chèque pour une consultation médicale, un chèque pour une prise de sang, un chèque pour des analyses médicales et un chèque pour une pilule contraceptive pendant 6 mois. Les infirmières scolaires sont chargées d'en assurer la distribution.

Cette décision est le résultat d'un travail continu de prévention et d'éducation à la sexualité mené au niveau régional depuis 2004 afin d'éviter une grossesse non désirée ou le traumatisme d'un avortement chez les adolescentes.

Malgré l'élaboration participative de ce dispositif avec les professionnels de santé (infirmières scolaires, médecins, pharmaciens), les représentants des parents d'élèves, le Mouvement pour le Planning familial et les services du rectorat, le ministère de l'Éducation Nationale a décidé de ne pas autoriser la mise en place du Pass'contraception pour des raisons encore inexplicables à ce jour. La décision a donc été prise de se passer de l'accord de l'Éducation Nationale, pour que les jeunes filles ne soient pas privées de cet accès gratuit et anonyme à la contraception.

## Formation

### TOUT PUBLIC

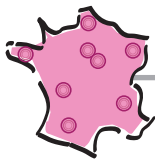
À l'heure où le gouvernement met à mal les services publics, celui de la formation professionnelle n'échappe pas à la règle avec le démantèlement de l'Afpa. Poitou-Charentes est ainsi devenue la première région de France à mettre en oeuvre un service public de formation professionnelle.

Plus de 3 000 places de formation sont ainsi destinées aux personnes dépourvues de toute qualification professionnelle ou ayant une qualification obsolète. Elles concernent ainsi les populations les plus fragiles sur l'ensemble du territoire régional, particulièrement dans le contexte de crise économique mondiale.

Combattre les inégalités d'accès à la formation, lever les freins à l'acquisition d'une qualification, proposer un parcours de formation complet et individualisé, sans sélection à l'entrée, telles sont les missions du service public régional de formation professionnelle.

Afpa, GRETA, lycées agricoles, mais aussi organismes de formation privés, ce sont plus de 60 organismes qui ont été retenus sur l'ensemble du territoire régional pour offrir un parcours complet de formation. Considérant que les aspects pratiques sont inséparables de la possibilité pour chacun d'entrer en formation, l'accès à l'hébergement et à la restauration sera facilité pour les bénéficiaires du service public régional de formation professionnelle.

Ce service public, essentiel pour les habitants de Poitou-Charentes, est la garantie d'un premier niveau de qualification pour tous, mais surtout d'une qualification professionnelle reconnue sur le marché du travail.



# Lever les tabous

À l'occasion de son déplacement à La Seyne-sur-Mer (83), avant dernière étape du Tour de France du projet, **Martine Aubry** a pris part, le 25 novembre, à un débat sur les violences conjugales faites aux femmes. Arrêt en images.



24

**P**lus qu'un constat, un drame. En France, une femme meurt toutes les 55 heures sous les coups de son compagnon. Difficile dans ces conditions, d'occulter le débat. En déplacement à La Seyne-sur-Mer, pour une nouvelle étape du Tour de France du projet, Martine Aubry a donc pris part à une discussion sur le sujet, à l'invitation du maire, Marc Vuillemot, et de ses adjoints.

Acteurs associatifs, médecins, travailleurs sociaux et juristes ont exprimé leur désarroi. Parfois même leur révolte. Tous ont ainsi exigé une obligation de soins, l'éloignement du domicile conjugal pour les hommes violents, l'interdiction faite aux accusés de contacter à nouveau leurs victimes. Accompagnée de Gaëlle Lenfant, secrétaire nationale adjointe aux Droits des femmes, et de Pascale Gérard, secrétaire nationale en charge de la Formation professionnelle et de la Sécurité sociale, la Première secrétaire a observé, écouté, pris des notes. Elle a ainsi pointé, au détour d'une phrase, la « crise morale » qui frappe durement le pays, avant d'appeler au « res-

pect » mutuel et à la « solidarité ».

« L'activation des réseaux est encore le meilleur moyen d'apporter des réponses appropriées », témoigne une psychologue. « Il nous faut clairement chasser les tabous et entamer un travail de reconstruction, en accompagnant les victimes dans leurs démarches », explique un thérapeute. Françoise, juriste et procureure de la République, détaille les vertus du travail de proximité, seul moyen, assure-t-elle, de « conduire les victimes vers l'autonomie ».

Investir dans les soins, certes. Mais il importe aussi de trouver des logements d'urgence, en concertation avec les partenaires locaux.

« Les collectivités territoriales doivent souvent se substituer à un État défaillant, incapable d'assumer ses fonctions régaliennes, déplore Martine Aubry. Ces femmes, cassées, perdent peu à peu confiance en elles. Le processus est bien connu, mais rien ne change. Face à la crise morale qui touche le pays, il est plus que temps de changer le cours du destin ».

**Bruno Tranchant**



# Une France qui souffre

**Martine Aubry a enchaîné les débats lors de cette septième étape, après une table-ronde sur les violences faites aux femmes, place au débat général à la rencontre des Français et de la France qu'ils aiment.**

**L**a France qu'on aime est celle qui se tourne résolument vers l'avenir, valorise les acteurs associatifs et syndicaux. Cette France est ce mercredi soir l'objet de toutes les attentions. Six cents personnes ont pris place dans la salle des sports de La Seyne-sur-Mer, dans le Var, pour discuter avec Martine Aubry. Loin du Sarko-circus qui fait finalement peu de cas de la détresse morale et financière qui accablent les Français.

Le micro va de main en main. Parfois avec emphase, le plus souvent avec émotion, les Français se livrent. Émilie, 35 ans, contient difficilement ses larmes. Depuis dix ans, elle multiplie les contrats précaires. Comment les politiques peuvent-ils aider les jeunes à se

construire ? « La France qu'on aime n'est pas celle du tout sécuritaire. C'est celle qui se reconnaît pleinement dans le triptyque « Liberté, Égalité, Fraternité ». Celle de tous les possibles », affirme Louise, enseignante en ZEP.

Bruno, 50 ans, invite Martine Aubry et le Parti à plancher sur l'aide à la création pour conforter le réseau de PME et aider les sans-grade à « sortir de la galère ». À l'autre bout de la salle, une infirmière décrit un « hôpital en souffrance » où le « patient est perçu comme un client. »

Durant la soirée, il est question de solidarité, d'entraide, d'espoir finalement. Marie-Hélène s'inquiète ainsi de la hausse de la précarité. « Quelle peut bien être la tenue morale et intellec-

tuelle d'un pays où le président ment, se complait à supprimer les subventions et les postes d'éducateurs ? », interroge-t-elle. « Quelle est cette société qui marginalise ses aînés et ignore à ce point les jeunes », renchérit la Première secrétaire, avant d'appeler à la réhabilitation de l'impôt et à la création d'une allocation spécifique jeunes. « La logique commande une meilleure répartition des gains et des richesses, l'accès universel aux soins et à la santé, déclare-t-elle. L'économie ne peut plus être perçue comme un tout ».

La France qu'on aime « c'est celle qui bouge, qui se défend pour ses droits, vole au secours des plus démunis », affirme Samir, étudiant. À charge, pour les socialistes, de « rompre avec la logique du marché qui sévit jusqu'au cœur de nos entreprises, au nom de la rentabilité ». Et de privilégier ce modèle social et écologique. « Ne laissons pas Sarkozy casser notre modèle démocratique, conclut Martine Aubry. Il faut un projet, de grandes réformes, une France tournée vers la culture, la solidarité, les droits de l'Homme. Où l'on crée du lien, où chacun s'occupe de l'autre, où l'on prend soin de l'avenir, autour de valeurs universelles ».

**Bruno Tranchant**



# Histoire du temps

**Du Moyen Âge à nos jours, l'histoire du climat se conjugue au pluriel. Du XIV<sup>e</sup> siècle au réchauffement contemporain, le climat souffle le froid et le chaud, jusqu'à nos jours. L'historien Emmanuel Le Roy-Ladurie a exploré les caprices du temps mettant en avant les périodes de refroidissement et de réchauffement, dans un cycle sans fin et non sans conséquences sur les évolutions de la société.**

« Dans mes recherches, les dates de vendanges ont elles aussi une grande importance : si vous avez une vendange précoce, cela veut dire que le printemps et l'été ont été chauds, si les vendanges sont tardives, cela signifie que le printemps et l'été ont été plus frais. En France, les dates de vendanges ont été recensées depuis 1370. C'est un instrument de mesure assez commode, même si ces dates n'ont pas l'exactitude d'un thermomètre! » Dans les pas de Fernand Braudel, son maître à penser, Emmanuel Le Roy-Ladurie, professeur titulaire de la chaire d'Histoire de la civilisation moderne au Collège de France, a décortiqué les fluctuations et autres caprices du temps, qui ont contribué aux variations de température dans le pays, depuis l'époque médiévale.

De ses investigations, il ressort que depuis la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les températures ont remonté dans le ther-

momètre, et ont fait reculer les glaciers alpins, la tendance s'est accentuée après 1900. « L'important est de noter qu'entre 1303 et 1859, les glaciers ont toujours été plus gros qu'en 1880-2005 », résume-t-il.

## Mêmes causes, mêmes effets

Un petit âge glaciaire apparaît donc au cours de l'hiver 1303. Il a d'ailleurs des conséquences directes sur la grande famine de 1314-1316, sur fond de dépressions estivales. « Le foin ne sèche pas, les charrires s'embourbent, les anguilles se répandent hors de leurs étangs, les semailles d'automne et de printemps sont ratées, les rendements du blé sont misérables, les chevaux perdent leurs quatre fers dans la boue, et l'on a de grosses famines avec des processions d'hommes nus pour essayer de réagir », note l'historien. S'ensuit une succession de petits réchauffements



Fumées d'usines (photo Roger Viollet)

dans la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle, en pleine guerre de Cent ans. Ce réchauffement se traduit par des vendanges précoces et de beaux étés, qui sont parfois si chauds qu'ils engendrent de mauvaises récoltes et d'importantes famines.

De 1500 à 1560, on note un recul des glaciers alpins. La fraîcheur n'en est pourtant pas moins présente entre 1526 et 1531. Une phase cyclonique dépressionnaire se dessine alors, apportant avec elle son lot de mauvaises récoltes et de disettes. Des émeutes de la faim éclatent. À partir de 1560, les températures sont à nouveau à la baisse. En pleine guerre religieuse, les vendanges sont tardives et les disettes se multiplient. La peste sévit un peu partout



en France, voire au-delà. L'association complexe climat-famine- peste-guerre assombrit considérablement le tableau.

## Fluctuations

Les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles sont soumis aux mêmes fluctuations. Avec des périodes de pointe (1640-1650), marquées par un rafraîchissement sensible dans la moitié nord du royaume, une succession de moissons difficiles, des problèmes frumentaires et des émeutes de subsistance dans le Sud-ouest (1640-43). C'est dans ce contexte qu'éclate la Fronde, au cœur de l'hiver 1648. La fin du siècle connaît une suite quasi incessante d'hivers glacials et d'étés dégradés. L'année 1709 fut toutefois

la pire, connue pour être la période la plus froide qu'ait connue l'Europe depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

Il faut attendre ensuite le printemps brûlant de 1788 et les mauvaises récoltes consécutives à des orages violents pour voir surgir de nouvelles émeutes. Jusqu'à celle, décisive, du 14 juillet 1789 dont on connaît les conséquences pour le pays. Plus rien ensuite, ou pas grand-chose n'est à signaler. Le calme avant la tempête du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ou l'histoire s'accélère sous l'effet du recul des glaciers. Il a pour conséquence d'incessantes précipitations et une succession d'étés chauds, au cours des années 1860 et 1890.

« Les glaciers alpins sont bel et bien en débâcle progressive depuis 1860 », déplore Emmanuel Le Roy-Ladurie. Mais le changement climatique n'intervient véritablement qu'à partir de 1903. Preuve que la période qui suit la Révolution industrielle est propice au réchauffement et à l'effet de serre qui n'ont cessé d'alimenter la chronique depuis les grands étés de 1976 et de 2003.

**Bruno Tranchant**

## BIBLIOGRAPHIE

Pascal Acot, *Histoire du climat*, Perrin, collection Tempus, 2009.

Jean-Claude Duplessy, *Quand l'océan se fâche*, Odile Jacob, 1996.

Jean-Claude Duplessy et Pierre Morel, *Gros temps sur la planète*, Odile Jacob, 1990.

Jean-Marc Jancovici, *L'Avenir climatique : Quel temps ferons-nous ?*, Seuil, 2002.

Jean-Marc Jancovici, *Le changement climatique expliqué à ma fille*, Seuil, 2009.

Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, *C'est maintenant ! : 3 ans pour sauver le monde*, Seuil, 2009.

Sylvie Jousseau, *Climats d'hier à demain*, CNRS Éditions, 1999.

Robert Kandel, *L'incertitude des climats*, Hachette, 1998.

Jacques Labeyrie, *L'homme et le climat*, Seuil, 1985, ré-éd 1993.

Gérard Lambert, *La Terre chauffe-t-elle ?*, EDP Sciences, 2001.

Emmanuel Le Roy-Ladury, *Histoire humaine et comparée du climat*, Éditions Fayard, t. 1 *Canicules et glaciers XIII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, 2004 ; t. 2, *Disettes et révolutions*, 2006 ; t. 3, *Le réchauffement de 1860 à nos jours* (avec le concours de Guillaume Séchet), 2009.

Emmanuel Le Roy-Ladury, *Histoire de France des régions : la périphérie française, des origines à nos jours*, Seuil, 2005.

Emmanuel Le Roy-Ladury, *Histoire du climat du Moyen Âge jusqu'à nos jours*, DVD, 2007.



# Parti **s**ocialiste

Copenhague 2009

parti-socialiste.fr



**COPENHAGUE-**2009.com  
**L'ULTIMATUM CLIMATIQUE**

**Signez l'appel de  
l'ultimatum climatique  
sur**

**[www.copenhague-2009.com/appel](http://www.copenhague-2009.com/appel)**